

L'EXPERIENCE D'ADEVI AU PEROU

Intervention de Carlos SALAZAR

On parle beaucoup de la globalisation économique et du néolibéralisme, comme s'il s'agissait d'un phénomène nouveau.

Je voudrais attirer rapidement votre attention sur au moins deux phénomènes qui durent depuis les années 70 en Amérique latine. Il s'agit des Plans d'ajustements structurels (PAS) et du problème de l'endettement chronique de nos pays, le problème de la dette externe.

Seulement quelques mots sur les PAS. Dans mon pays au Pérou, ils ont vu le jour au milieu des années 70.

Voilà comment cela se passait : les fonctionnaires du FMI et de la Banque Mondiale arrivaient « en mission » au Pérou. Ils se réunissaient avec les ministres de l'économie et des finances, et à leur départ un ensemble de mesures économiques (un paquet) était mis en route. Celles-ci étaient présentées comme inévitables, comme la seule issue possible pour que le pays puisse honorer ses obligations avec l'extérieur (la dette externe), pour diminuer son déficit budgétaire (en diminuant les dépenses de l'état dans le social, l'éducation, la santé, etc.). Souvent ces mesures étaient accompagnées de la mise en vente des entreprises publiques.

L'alignement décidé des prix intérieurs sur les prix mondiaux, produisait du jour au lendemain une envolée des prix des produits de première nécessité, de l'essence, des transports, etc., et donc une profonde récession, une aggravation de la crise du secteur agricole.

Bref, un retrait de plus en plus accentué de l'état, un affaiblissement de l'économie nationale et une précarisation aggravée des populations. C'est pourquoi nous parlons de crises économiques endémiques dans nos pays et d'une absence persistante de l'Etat dans les domaines encore dits « protégés » dans des pays européens comme la France. Je me réfère à l'éducation, à la santé, à la sécurité sociale, au secteur public. Quoique, si l'on voit de près les politiques des gouvernements européens qui vont vers la privatisation des services publics, on pourrait dire que cela risque de changer rapidement. Mais, cela est un sujet qui va au-delà de notre exposé.

Je vais donc vous présenter les actions que mène au Pérou l'Association de Défense de la Vie (ADEVI), adhérente de la FICEMEA, sa manière de travailler avec les populations et les institutions et ce qu'elle considère important à ne pas oublier dans un contexte social, économique et politique qui peut être très adverse et changeant.

Le contexte

Rappelons donc rapidement le contexte de travail de l'association péruvienne ADEVI, qui a été créée il y a 17 ans.

Elle est née comme une organisation de droits de l'homme composée d'infirmières, instituteurs, juristes et journalistes. Elle avait comme tâche d'accueillir, de donner de l'aide matérielle et de fournir des conseils juridiques aux familles qui descendaient des hauts plateaux de la Sierra, la Cordillère des Andes, comme conséquence de la guerre entre les forces armées et la guérilla du Sentier lumineux. La plupart de ces familles parlaient le quechua et s'étaient installées aux alentours de Lima. En une dizaine d'années elles atteignirent 600 000 personnes dans les seuls bidonvilles de Lima.

. ADEVI a dû modifier ses objectifs de travail à partir de 1990 en se centrant davantage sur des problèmes d'urgence et de survie des populations des bidonvilles de Lima, et en cadrant son travail simultanément dans une optique sur le moyen et le long terme. Ce changement a été le résultat du « Fujichoc », (ensemble de mesures économiques) le Plan d'ajustement structurel PAS-, décidé par l'ancien président Fujimori.

Voici quelques chiffres rapides pour vous donner une idée de ce que signifie un Plan d'ajustement structurel décidé par le FMI.

Tout d'abord une hyperinflation de presque 600 % : le prix de l'essence a été multiplié par 30, le prix de l'électricité par 15. La correspondante du Monde signalait qu'avec le salaire minimum on ne pouvait acheter que 30 petits pains après ces mesures. Le gouvernement a reconnu officiellement, à l'époque, l'existence de 5 millions de nouveaux pauvres !

C'est ainsi que dans les quartiers populaires où ADEVI était investie, les familles ne pouvaient plus manger à leur faim. Les femmes ont mis en place des organisations populaires de survie par pâtés de maison pour faire la cuisine à tour de rôle, mettant en commun ustensiles, cuisinières, casseroles, combustible et le peu qu'elles avaient pour faire à manger.

Les soupes populaires, ces cuisines collectives, (comedores populares) sont nées ainsi. Et cela dure encore aujourd'hui.

. Lorsque l'on sait que le Pérou est un pays très centralisé et que la ville de Lima compte 8 millions d'habitants (le tiers de la population totale) et qu'il y a des quartiers populaires qui comptent plus de 400 000 personnes on peut se faire une idée des difficultés des habitants dans le quotidien et des défis des organisations populaires et de ceux qui y travaillent, comme ADEVI.

Savoir s'adapter...

Comme c'est souvent le cas de nos associations, ADEVI avait de faibles moyens pour affronter à la fois cette mutation (passer des droits de l'homme à un travail dans la survie et le développement) et les défis posés par la précarité et la crise économique.

L'association a mis en place un Programme intégral d'attention à l'enfant –PIN, qui avait comme objectif de dépasser les actions ponctuelles, bien que fondées et indispensables, mais qui de toute façon s'avéraient insuffisantes pour répondre aux défis posés par la crise environnante.

Par exemple, on a tendance à limiter le champ d'action car on peut penser « qu'on ne peut pas tout faire » et souvent on se limite « à faire bien ce que l'on sait faire et de manière limitée ». ADEVI a inversé les termes de son travail et s'est dit qu'il ne fallait pas faire, par exemple, seulement des programmes de nutrition pour les enfants, mais qu'il fallait agir dans une optique de santé plus vaste (prévention). Et, pour ne pas rester seulement dans le domaine de la santé, placer ses activités dans une optique éducative... Et si l'on ne veut pas s'arrêter dans l'éducatif, car il s'agit de la survie des familles, et de problèmes plus vastes, il faut travailler avec les familles, s'organiser avec elles et ainsi de suite aller jusqu'à une coordination avec les institutions locales et nationales.

... Essayant de ne jamais agir tout seul...

C'est ainsi qu'un programme d'attention en faveur des enfants a été conçu avec l'objectif qu'il devienne un programme réalisé aussi avec les familles et ensuite un programme d'organisation communautaire dans les quartiers. Ce programme devait être en relation avec les écoles, les églises, les autorités locales et les institutions de l'état.

Signalons rapidement que les relations avec les institutions en Amérique latine sont souvent conflictuelles et complexes, voire dangereuses. Dans notre cas, nous avons vécu des situations très difficiles sous la dictature de Fujimori. Par exemple, le fait d'avoir une relation avec le ministère de l'éducation risquait de nous faire prendre comme cible par le Sentier lumineux. Par contre, ne pas faire état de son travail auprès des autorités concernées, pouvait être source de soupçon de terrorisme.

Dans cette approche globale, la faiblesse d'ADEVI (en ressources financières et humaines) pouvait être résolue en partie dans un premier temps par la participation des mères, des jeunes, des bénévoles, dans l'ensemble du travail.

Cela est important car souvent, au sein des ONG, on pense plus aux ressources « à apporter » et non pas tout d'abord à identifier, à renforcer ce qui existe aux sein des familles, parmi les adultes, les personnes âgées, les jeunes sur le terrain.

La rencontre avec les CEMEA

C'est à cette époque qu'ADEVI a rencontré les CEMEA. Ce qui a attiré notre attention, dans ce que nous avons pu comprendre des premiers entretiens avec Michel Duterde alors responsable de la Direction des relations européennes et internationales, c'est la vision des CEMEA selon laquelle « le formateur doit faire tout pour ne pas être indispensable et laisser la place aux jeunes, aux adultes en formation ». Cela correspondait aux soucis d'ADEVI de ne pas agir seule et de ne pas faire « pour » les populations mais d'agir avec elles, en renforçant les processus qui mènent à leur autonomie.

Ce principe d'action nous paraissait être une question clef parce qu'il faisait « résonance » avec des réalités propres de nos pays dits en voie de développement ; je veux parler ici des phénomènes de bureaucratisation et de corruption qui existent aussi au sein des acteurs de terrain, comme les ONG ou d'autres organisations populaires. C'est un sujet dont on parle peu.

Je m'explique : le fait qu'ADEVI s'appuyait sur l'organisation des bénéficiaires -comme on dit-, lui permettait en premier lieu, de ne pas répondre à elle seule aux besoins des populations, se protégeant en même temps du rôle de celui dont on ne peut pas se passer.

En deuxième lieu, ADEVI pouvait valoriser l'existant, comme nous l'avons déjà indiqué. En troisième lieu, cette posture rendait possible aussi une prise en charge de certaines actions et responsabilités par les habitants organisés. Par ce processus, les bénéficiaires pouvaient être dans une meilleure capacité pour négocier la place qui pouvait leur correspondre dans les projets et non pas devenir dépendantes des acteurs « externes », telles les ONG et l'Etat.

Notre rôle

Pour résumer on peut dire que la vision d'ADEVI est que les ONG doivent être davantage des leviers pour répondre à une situation d'urgence, pour faciliter l'organisation des familles, pour faire bouger une situation donnée. Les ONG ne peuvent être les principales, voire les seules protagonistes dans une situation de crise comme celle qui nous occupe.

ADEVI conçoit son rôle plus comme catalyseur, comme facilitateur de processus de prise de conscience de la nécessité de s'organiser, comme un élément d'information sur les droits des personnes (enfants, adultes, communautés).

Ce type d'approche, ADEVI l'a appliqué dans 3 quartiers populaires de Lima.

Tous les programmes d'ADEVI n'ont pas la même ancienneté ni la même ampleur et cela pose d'autres problèmes que nous ne pouvons pas aborder ici : fin de l'appui des bailleurs de fonds, suivis, organisations communautaires, les différentes générations dans les programmes... Mais, signalons que partout les habitants des bidonvilles ont une tradition de lutte et d'organisation.

Je voudrais seulement dire en quelques mots du comment se forment les bidonvilles au Pérou et ailleurs en Amérique latine pour comprendre le sens du travail d'ADEVI et les enjeux dans le contexte spécifique de ce continent.

Lorsque des habitants des provinces de la côte, de la Cordillère des Andes ou de l'Amazonie viennent vers les grandes villes c'est parce qu'elles cherchent de meilleures conditions de vie, d'éducation, de travail et de santé ou bien parce qu'elles fuient la répression ou la guerre.

Lorsque que l'on arrive en ville on est reçu par le frère, ou bien le cousin ou l'ami du village qui est arrivé avant.

Puis, on se réunit avec d'autres personnes, on va chercher du travail et finalement la question de « où aller vivre avec les siens » est posée.

On se renseigne sur le fonctionnement de la ville, on rencontre d'autres personnes de sa région d'origine et on se regroupe.

Puis, on repère ensemble un terrain abandonné et on prépare une occupation des lieux qui sera organisée pendant la nuit.

On verra pousser sur des terrains abandonnés ou même sur le désert des centaines des cabanes de fortune avec le drapeau péruvien sur le toit. Et là, les problèmes commencent, c'est à dire la lutte pour rester sur place va commencer. Parfois elle sera longue et souvent elle sera difficile.

On verra la police déloger les occupants, les « invasores », on réoccupera de nouveau le terrain, on sera délogés une deuxième fois... Puis, dans un certain nombre de cas on réussit à rester sur place, à avoir une promesse de titularisation...après quelques morts et des blessés...

Les liens entre les habitants (les pobladores) se verront renforcés. Ce sont ces expériences communes qui seront aussi à l'origine de la solidarité entre les habitants, en plus des liens communautaires d'origine existants car on vient souvent de la même province.

L'organisation des habitants va ainsi se renforcer après chaque bataille.

Ensuite, il faudra construire le bidonville, se l'approprier, lui donner vie.

Des commissions sur l'école, l'eau et le tout à l'égout, le plan cadastral verront le jour, ainsi que les comités pour le verre de lait (petit déjeuner pour les enfants).

Pour beaucoup d'habitants ces comités seront source d'apprentissage de prise de parole, d'organisation sociale, de mobilisation, de politisation. Les femmes désormais iront dans les réunions de quartiers et ne resteront plus confinées dans les tâches ménagères. Les jeunes apprendront à prendre la parole au sein des quartiers.

Le terrain vague d'autrefois prendra forme peu à peu. Dans la précarité bien entendu, mais les liens de solidarité se renforceront au fur et à mesure que les habitants partageront les tâches communes dans la vie quotidienne. Un exemple en est la construction de leurs maisons les unes après les autres, avec la participation des uns et des autres et des familles organisées dans ce but.

C'est dans ces réseaux d'organisations populaires qu'ADEVI va insérer ses actions. Elle va être plus dans un rôle d'accompagnateur. Mais, pour accompagner il faut connaître le rythme et la manière de marcher de celui ou celle que l'on voudrait accompagner.

Je voudrais citer ici le cas du travail infantile dans une briqueterie de la banlieue de Lima (à Huachipa) et le travail avec les familles dans ce contexte.

Le thème du travail infantile fait débat entre les « abolitionnistes » et ceux qui l'acceptent au nom de la « nécessité des familles » pour survivre, y compris au nom du développement « différent » de l'enfant. Nous n'aborderons pas ici la nécessaire mobilisation pour les Droits de l'enfant, l'âge légal du travail, etc., qui sont des campagnes nécessaires et dans lesquelles ADEVI est investie au sein des réseaux « enfance » au Pérou.

Abordons plutôt le thème de la posture que nous pouvons avoir en ce qui concerne l'accompagnement des populations.

Quelle attitude devait prendre ADEVI face aux parents qui amènent leurs enfants travailler dans la briqueterie de Nieveria, à Huachipa ? A la différence d'autres ONG qui ont leur siège dans les beaux quartiers de Lima, ADEVI a créé des espaces éducatifs et sanitaires au sein même du chantier de briques.

Il aurait été facile pour ADEVI de prêcher face aux parents la nécessité de l'éducation pour les enfants et de leur demander d'envoyer leurs enfants à l'école, car le travail qu'ils réalisent est effectivement dangereux pour la santé physique et mentale de gamins.

Mais, pour ces familles venant de la Sierra, ne parlant que le quechua, habiter le chantier c'est peut être déjà avoir un pied dans la ville. Ces familles indiennes sont méprisées dans la ville, pas seulement par le fait d'être indiens, mais aussi du fait d'être pauvres parmi les plus pauvres. Elles ont vécu la répression, fuit la guerre et des souffrances innommables... Vivre dans le chantier et avoir un travail leur paraît souvent un moindre mal. Elles pensent qu'avec le temps tout ira mieux... Le travail de leurs enfants de 4-5 ans à partir de 5 heures du matin peut leur paraître nécessaire à leur survie.

ADEVI a commencé un travail de dialogue et de connaissance des familles avec une psychologue qui faisait partie de l'équipe depuis quelques années, qui parlait le quechua et qui pouvait aider l'équipe à mieux déchiffrer et à comprendre les clefs de la « vision du monde » des familles indiennes.

Les espaces d'animation qu'ADEVI avait mis en place étaient fréquentés au départ par quelques enfants. Petit à petit, par leur participation dans la préparation des goûters, les mamans ont pu approcher et voir de près les travaux de dessins, d'écriture, d'animation et de socialisation des gamins. Les mères et les pères ont commencé à apprécier les progrès des enfants. Y compris le fait que les enfants ne pleuraient plus, comme à leur arrivée de la Sierra. Les enfants avaient ainsi appris à chanter en quechua et ... en espagnol. A lire, à écrire et à compter...

D'autres familles et des mères ont été invitées à s'organiser pour les fêtes religieuses qu'elles célébraient autrefois dans leurs villages, pour préparer des plats de leur région, etc.

Puis, elles ont été invitées à participer dans des concours de dessins pour ... « parents d'élèves ». Les mamans, les papas ont pu ainsi accorder progressivement leur confiance à ce qu'ADEVI proposait pour leurs enfants... et l'association à son tour a pu s'imprégner progressivement de la « manière de vivre » et de « faire » de ces familles dans les domaines de l'éducation, du travail, du rapport qu'elles entretiennent avec leurs enfants... du coup ADEVI pouvait accompagner ce processus.

Ce n'est que sur la base de cette expérience commune que le dialogue sur l'éducation et le travail des enfants a pu être abordé. Les parents dans une première phase ont continué à envoyer leur enfants au travail très tôt le matin pour ensuite, à 8h du matin les amener à l'école. On a pu observer, petit à petit, que quelques gamins ne travaillaient plus et allaient directement à l'école le matin et au centre d'animation l'après-midi.

Dans une étape ultérieure, ont pu enfin se poser les questions de la mise en place de projets économiques (dans l'agriculture et le commerce) pour sortir les familles de la misère, cause « première » du travail des enfants.

Cela a avancé et le programme proposé a vu le soutien de l'Organisation internationale du travail. Aujourd'hui, plus d'une centaine d'enfants ont quitté le chantier, vont à l'école et fréquentent les centres d'animation d'ADEVI.

Parallèlement, suite à des démarches longues et difficiles, les infirmières investies dans les activités de santé ont été intégrées au ministère concerné qui paye leur salaire ainsi que celui du médecin. Reste le défi des salaires des animateurs qui n'ont pas de diplômes et qui ne sont pas reconnus comme en France...

Citons un autre exemple de travail avec les communautés.

Dans le domaine de la santé, ADEVI a favorisé la formation de brigades de jeunes dans ces quartiers. Lors de l'épidémie du choléra, les mesures de prévention à mettre en place, expliquées dans les dépliants publiés par le ministère de la santé, étant incompréhensibles pour la population qui souffrait d'analphabétisme : les jeunes d'origine indiennes et autres, ont pu se mobiliser au sein des comités des parents d'élèves des écoles, dans les quartiers et dans les associations des habitants venant des différentes provinces du Pérou.

C'est ainsi que nous pouvons voir qu'un travail de prévention ne consiste pas seulement à faire des campagnes d'information, mais qu'il peut être aussi un travail d'organisation et de mobilisation des ressources au sein de la communauté.

Pour finir...

ADEVI a toujours en tête l'idée qu'il faut « trouver le moyen » de s'appuyer sur les traditions, l'expérience et les liens de solidarité qui existent au sein des quartiers populaires.

Parfois cela n'est pas évident et demande un effort des ONG, souvent trop urbaines, ou trop portées sur l'aide matérielle et enclines à jouer un rôle prépondérant face aux acteurs communautaires... Une des conditions pour réussir ce travail est la mixité des cultures d'origine et des différentes cultures professionnelles (côte, sierra par exemple) au sein des équipes pédagogiques.

Malgré la situation de pauvreté critique, d'analphabétisme, les familles, les adultes, les jeunes gardent des potentialités à réinvestir dans les domaines éducatif et social.
Malgré les difficultés, on peut soutenir ces liens et aider à les renforcer.

Schématiquement on pourrait dire que si ces populations n'avaient pas ces ressorts de vie, elles auraient déjà disparus avec la crise économique et la répression qui parfois durent de longues années. Nous constatons que bien au contraire, même dans des conditions précaires leur culture existe, leur langue persiste et ils continuent à se battre tous les jours pour survivre.